

# CES CHARGES QUI NOUS PLOMBENT



**C'**est la dernière idée en vogue pour tenter de combler notre océan de déficits : supprimer un jour férié rapporterait environ 3 milliards d'euros de recettes supplémentaires à l'État. Antoine Armand, le ministre de l'Économie, est évidemment favorable à cette nouvelle journée de solidarité. « *Travailler collectivement un petit peu plus est indispensable pour sauver notre modèle social* », affirme-t-il. Et d'ajouter que « *Les Français travaillent globalement moins que leurs voisins.* »

**Le ministre n'a pas tort**, mais encore faut-il savoir précisément de quoi on parle. La vérité oblige d'abord à dire que les salariés du privé travaillent globalement davantage que ceux du public car ils sont plus assidus. Rappelons (par exemple) que l'absentéisme chez les agents des villes de plus de 100 000 habitants est de 30 jours par an... Il faut donc féliciter le gouvernement de s'être attaqué au problème en alignant le délai de carence du secteur public sur celui du privé en cas d'arrêt maladie. **Dans la population qui est en âge de travailler** (de 15 à 64 ans), la France est effectivement (avec l'Espagne) le pays d'Europe qui affiche le taux d'emploi le plus faible. C'est donc chez nous qu'il y a le plus de gens inactifs, notamment grâce à un système social très (trop) généreux. La priorité, même si ce n'est pas populaire, est à l'évidence de rendre le RSA et l'indemnisation du chômage moins avantageux pour inciter davantage au travail. Le gouvernement actuel (comme celui de Gabriel Attal avant lui) s'y est attelé et on ne peut, là encore, que s'en réjouir.

« *Il faut que le travail paye davantage* », répète en boucle la gauche lorsqu'on pointe du doigt le faible taux d'activité de notre pays. En réalité, les employeurs français sont globalement plus généreux que leurs voisins européens, mais pour qu'un salarié touche 100 euros de salaire net, son patron doit déboursier le double. La différence ? Les charges salariales et patronales, qui sont deux fois plus élevées chez nous que dans la moyenne de l'Europe\*. Ces prélèvements servent à financer non seulement la retraite, la santé et l'assurance chômage, mais aussi, entre autres, les transports publics (2,95 % ponctionnés sur la feuille de paye d'un salarié parisien, soit 1 225 euros par an en moyenne).

**Moins notre système social se réforme** et plus il pèse lourd sur les actifs. Supprimer un jour férié supplémentaire est une mesure dérisoire par rapport à l'ampleur des déficits, et ne nous exonère pas de réformes structurelles. Des hôpitaux à la SNCF, de l'assurance chômage aux collectivités locales, il faut partout diminuer la dépense publique. Et arrêter enfin de ponctionner la France qui travaille.

\* Pour en savoir plus, lire la passionnante étude de l'Institut économique Molinari sur la pression sociale et fiscale au sein de l'Union européenne.

**Guillaume Roquette**

Directeur de la rédaction du Figaro Magazine

groquette@lefigaro.fr

@G\_Roquette